

**19.082****Schweizer Beteiligung
an der Kfor. Verlängerung
des Swisscoy-Einsatzes****Participation de la Suisse
à la Kfor. Prolongation
de l'engagement de la Swisscoy***Zweitrat – Deuxième Conseil***CHRONOLOGIE**

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.06.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.06.20 (FORTSETZUNG - SUITE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.06.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Juillard Charles (M-CEB, JU), pour la commission: Au nom de la Commission de la politique de sécurité de notre conseil, il m'appartient de rapporter au sujet de la demande du Conseil fédéral, par son message du 27 novembre 2019, qui souhaite poursuivre l'engagement armé de la Suisse au sein de la Kfor, cette entité militaire sous commandement de l'Otan, chargée du maintien de la paix au Kosovo. Outre la prolongation de l'engagement, le Conseil fédéral souhaite également augmenter l'effectif maximal de 165 militaires aujourd'hui à 195, afin de répondre aux besoins supplémentaires exprimés par la Kfor. Nous reviendrons plus tard sur l'évolution de l'effectif demandé.

S'il appartient aux Chambres fédérales de se prononcer sur cet engagement, c'est parce que celui-ci dépasse les 100 militaires et dure plus de trois semaines. A noter que cet engagement, comme par le passé, ne pose pas de problème en ce qui concerne la neutralité de notre pays, bien au contraire, il permet de renforcer le rôle actif de maintien de la paix et de dialogue entre les parties prenantes au conflit toujours pas réglé dans cette partie de l'Europe.

Il peut paraître étonnant, voire décevant, qu'après plus de vingt ans, dont dix ans de souveraineté reconnue par la Suisse notamment, une présence armée étrangère soit encore nécessaire. Et pourtant, souvenons-nous que Rome ne s'est pas construite en un jour; la Suisse moderne non plus. Souvenons-nous que, si le traité de Vienne de 1815 a dessiné les contours externes et internes de la Suisse, avec plus ou moins de bonheur pour les uns ou pour les autres, ce n'est qu'après la guerre du Sonderbund, en 1847, et avec la Constitution de 1848 que la Suisse moderne a vraiment pris son essor. Il aura donc fallu, sans vouloir remonter à 1291, au moins trente ans à notre pays pour asseoir sa démocratie et sa stabilité qui font encore aujourd'hui sa réputation internationale.

Pour en revenir au Kosovo, la situation politique et sécuritaire dans ce pays et dans les Balkans occidentaux s'est détériorée ces dernières années, contraignant l'Otan à renoncer à son projet de réduire de moitié l'effectif de la Kfor.

Approuvé par l'Assemblée fédérale pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2020, l'engagement de la Swisscoy au sein de la Kosovo Force multinationale doit être prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Conformément au mandat en cours et afin d'adapter les prestations de la Swisscoy aux besoins de la Kfor, le contingent maximal a été réduit de 235 à 190 militaires en avril 2018 et à 165 militaires en octobre 2019. Cette diminution d'effectifs a été effectuée dans le cadre du retrait de moyens lourds destinés aux tâches de transport et de génie dont la Kfor n'avait plus besoin.

La situation est malheureusement toujours instable. Des séquelles du conflit continuent de peser lourdement sur le Kosovo au plan interne comme dans ses relations avec la Serbie. Les relations entre Belgrade et Pristina se sont de nouveau dégradées ces dernières années et ont engendré une recrudescence des tensions et des incidents provoqués par les deux parties. Bien que les risques de voir éclater un nouveau conflit armé au Kosovo soient faibles, la situation politique et sécuritaire du Kosovo est telle que la présence de la Kfor est encore requise pour y garantir la stabilité et la sécurité.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



Dans ce contexte, de nouvelles lacunes capacitives se sont manifestées au sein de la Kfor, qui demandent des contributions supplémentaires dans le domaine de la liberté de mouvement, de la collecte de renseignements et de la fonction d'officier d'état-major au quartier général de la Kfor. Il s'agit de tâches auxquelles la Swisscoy a déjà contribué par le passé.

De surcroît, depuis 1999, l'armée suisse tire des enseignements utiles de l'engagement de la Swisscoy, notamment à des fins de vérification et d'amélioration de ses propres procédures. Le 31 décembre de chaque année, le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports remet un rapport intermédiaire sur l'engagement de la Swisscoy aux Commissions de politique extérieure et aux Commissions de la politique de sécurité des deux conseils.

Plusieurs membres de notre commission ont eu l'occasion de se rendre sur place pour visiter nos troupes. Ils ont pu témoigner de la nécessité de l'engagement de la Suisse au Kosovo. Tous sont d'avis que la présence de la Suisse encourage les autres pays à rester dans la région. C'est également un élément stabilisateur entre le Kosovo et la Serbie au nord du pays. Si nous pouvons regretter le peu de progrès réalisés sur place, il est notoire que le départ des forces armées étrangères provoquerait très certainement une nouvelle flambée de violence.

Compte tenu des liens étroits qui existent entre la Suisse et le Kosovo, la stabilité de la région constitue également un intérêt pour la Suisse. En effet, près de 500 000 personnes ayant des racines en Europe du Sud-Est, dont plus de 200 000 ayant des origines kosovares, vivent aujourd'hui en Suisse. Une augmentation de l'instabilité provoquerait à n'en pas douter une arrivée importante de migrants en Suisse. Ainsi, par sa participation, la Suisse démontre qu'elle contribue également à cet effort conjoint et fait acte de solidarité tout en préservant ses propres intérêts.

Je vous informe enfin que la Commission de politique extérieure de notre conseil, pour les mêmes raisons et avec les mêmes questionnements, s'est déclarée favorable à la prolongation demandée, sans opposition.

Quant au Conseil national, il a également accepté cet arrêté à une très large majorité. Une minorité souhaitait renvoyer ce dossier au Conseil fédéral pour lui demander de retirer les troupes et de consacrer le budget ainsi libéré à une aide au développement afin d'accélérer la prise en main du pays par sa propre population. Nous en avons aussi discuté en commission. Nous sommes arrivés à la conclusion que c'était sans doute louable, mais que les conditions actuelles de sécurité ne permettraient pas une action efficace sur le terrain.

Pour toutes ces raisons, la commission a accepté d'entrer en matière à l'unanimité. J'aborderai tout à l'heure, dans la discussion par article, l'effectif du détachement militaire suisse à l'article 1 déjà.

Pour l'instant, je vous recommande d'accepter d'entrer en matière. La Commission de la politique de sécurité, par 10 voix contre 0 et 2 abstentions, vous recommande d'accepter l'arrêté proposé.

Amherd Viola, Bundesrätin: Der Kommissionssprecher hat ausführlich dargelegt, wieso es wichtig ist, dass die Schweiz mit Swisscoy im Rahmen der Kfor im Kosovo weiterhin präsent bleibt. Ich kann mich deshalb sehr kurz fassen.

Im Frühling des letzten Jahres besuchte ich unsere Swisscoy-Angehörigen und habe mir vor Ort ein Bild gemacht. Die persönlichen Einblicke und die Gespräche vor Ort haben mir in eindrücklicher Weise gezeigt, wie sinnvoll und nötig der Schweizer Einsatz im Kosovo nach wie vor ist. Der Bundesrat teilt diese Ansicht und hat am 27. November des letzten Jahres entschieden, den Einsatz der Swisscoy bis zum 31. Dezember 2023 zu verlängern.

Die jüngsten politischen Entwicklungen bestätigen einmal mehr, dass sich das politische Establishment Reformen hartnäckig widersetzt. Es zeigt sich auch in dieser Lage, dass die internationale Präsenz, besonders die Kfor, weiterhin

AB 2020 S 537 / BO 2020 E 537

notwendig bleibt; der Kommissionssprecher hat das detailliert ausgeführt. Der Bundesrat ist überzeugt, dass die stabilisierende Präsenz der Swisscoy im direkten nationalen Interesse der Schweiz ist.

Am 26. Mai 2020 hat die Sicherheitspolitische Kommission Ihres Rates der Verlängerung des Einsatzes sowie der Bestandenserhöhung zugestimmt. Ich bitte Sie, auf dieses Geschäft einzutreten. Ich werde mich dann noch kurz zum Minderheitsantrag betreffend Bestandenserhöhung äußern.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationalen Kosovo



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



Force (Kfor)

Arrêté fédéral portant prolongation de la participation suisse à la Kosovo Force multinationale (Kfor)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Salzmann)

... Der Maximalbestand beläuft sich auf 165 Angehörige der Armee.

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Salzmann)

... L'effectif maximal est de 165 militaires.

Juillard Charles (M-CEB, JU), pour la commission: Concernant l'effectif engagé, notre commission s'est interrogée sur l'effectif global à mettre à disposition. Afin de permettre de répondre à ces nouveaux besoins – besoins exprimés, je le rappelle, par les autres entités sous commandement de la Kfor –, le Conseil fédéral a répondu favorablement à cette demande et propose d'augmenter l'effectif maximal du contingent de 165 militaires à 195 dès avril 2021.

En outre, et comme ce fut le cas jusqu'à présent, en cas de menace accrue, le contingent peut encore être renforcé de vingt personnes pour une durée maximale de quatre mois, tel que cela est prévu à l'article 2. Pour accomplir d'éventuelles tâches logistiques et de maintenance, l'effectif peut être augmenté de 50 personnes pour une durée maximale de huit mois. Si je cite cet élément alors que nous traitons l'article 1, c'est pour qu'il n'y ait pas de confusion. On parle bien de l'effectif de base passé de 165 à 195 militaires, parce qu'on a vu des besoins supplémentaires exprimés dans les secteurs que j'ai indiqués tout à l'heure. Ce sont notamment des officiers d'état-major, qui sont très recherchés et très appréciés par le commandement de la Kfor.

Ici, nous devons faire confiance, à notre avis, aux demandes formulées, en l'occurrence à l'appréciation qui a été faite à la fois par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et par les collaborateurs de l'armée pour répondre à ces besoins. Compte tenu justement des éléments fournis par la cheffe du DDPS et ses collaborateurs, notre commission a vraiment acquis la conviction que la demande était tout à fait fondée.

C'est donc par 10 voix contre 2 et 1 abstention, qu'elle vous propose de suivre le Conseil fédéral, en d'autres termes à adhérer à la décision du Conseil national.

Salzmann Werner (V, BE): Ich war im November 2019 mit einer Delegation der SiK-N im Kosovo und möchte Ihnen einige Eindrücke schildern und auch begründen, warum diese Aufstockung nicht nötig ist.

Die Delegation konnte sich ein sehr gutes Bild über den Sinn und Zweck des Einsatzes im Kosovo machen und hat auch die Arbeitsweise unserer Truppen im Land im Detail anschauen können. Wir stellten im Kosovo, wie bereits erwähnt, nach wie vor eine instabile Situation fest. Real zeigt sich das, wenn Sie durch das Land fahren:



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



Es gibt einerseits proalbanisch gesinnte Leute, andererseits sind da proserbisch-russisch gesinnte Leute, dann gibt es Einfluss aus China, Einfluss aus der Türkei. Man sieht das an den Flaggen, die an den Häusern aufgehängt sind; das ist sehr, sehr markant. Die Grenzen können aber nicht eindeutig gezogen werden, weil es im ganzen Kosovo auch Exklaven von serbischen Dörfern hat.

Deutlich wird der Konflikt in Mitrovica, ganz im Norden des Kosovo. Wir standen dort auf der Austerlitz-Brücke – Sie kennen sie wahrscheinlich aus den Medien –, welche die Stadt eigentlich verbinden sollte, sie aber trennt, und zwar markant. Die Situation ist sowohl politisch als auch wirtschaftlich sehr schwierig. Im Zentrum und im Süden des Landes hat sich die Sicherheitslage stabilisiert, doch im Norden bleibt sie eben sehr fragil. Auch die organisierte Kriminalität hat sehr stark zugenommen und ist weit verbreitet, mit Verbindungen bis in die höchsten Führungsriege. Die interethnischen Spannungen halten an, und es kommt immer wieder zu Zwischenfällen.

Die Delegation war sich deshalb einig, dass ein Abzug der Kfor im Moment kein Thema sein kann, denn die Lage könnte tatsächlich jederzeit eskalieren, was zu einer extremen Zunahme der Migration führen würde; das hat der Kommissionssprecher bereits ausgeführt. Würde die Kfor die Truppen abziehen, käme es wieder zu Ausschreitungen. Da nun mal auch 200 000 Kosovaren in der Schweiz leben, sind oder wären wir bei erneuten Ausschreitungen auch mit einer Migrationswelle konfrontiert.

Nach dem Motto "Lieber eine stabile Lage in potenziellen Konfliktgebieten als eine Migrationswelle in unserem Land" sind wir an einem stabilen Balkan oder Kosovo sehr wohl interessiert – dies sollte übrigens auch alle anderen europäischen Länder interessieren –, denn was im Kosovo passiert, hat direkten Einfluss auch auf die Schweiz. Wir haben auch festgestellt, dass die Arbeit der Swisscoy sehr gut ist und stark akzeptiert wird. Unsere Leute haben das Vertrauen sowohl der Bevölkerung als auch der Kfor, und das ist erfreulich.

In meinem Antrag zu Artikel 1 empfehle ich Ihnen aber, auf die Aufstockung des Kontingents zu verzichten, indem wir eben den Bestand auf 165 Angehörigen der Armee belassen. Weshalb? Wir haben bei unserem Besuch festgestellt, dass die Swisscoy-Verbindungs- und -Überwachungsteams, die LMT, die den Kontakt mit der Bevölkerung pflegen, sehr gut akzeptiert sind und tatsächlich mehr erfahren als Truppen anderer Länder, und das ist auch zu würdigen. Nun ist aber die Situation im Süden und im Norden nicht dieselbe. Wir waren in Prizren und in Mitrovica, im Süden und im Norden. Da ist die Lage jeweils sehr unterschiedlich. Wir haben auch die Logistik und die Aufgaben der Swisscoy angeschaut und sind zum Schluss gekommen, dass es noch Einsparungspotenzial vor allem im personellen Bereich gibt. Es wäre eben im Bereich der LMT, dieser Überwachungstrupp, möglich, vom Süden etwas abzuziehen und in den Norden zu verlagern. Der Hauptgrund des Antrages des Bundesrates sind LMT für den Kosovo. So würde auch eine Verlagerung stattfinden, die personell nicht mehr Leute braucht.

Bereits jetzt ist es so, dass Angehörige der Swisscoy nicht alle eigenen Fahrzeuge selber reparieren dürfen und diese in eine Vertragswerkstatt im Kosovo geben müssen. Um die

AB 2020 S 538 / BO 2020 E 538

Wirtschaft im Kosovo zu stärken, was übrigens im Interesse der Stabilität des Kosovo liegt und auch Einsparungen generieren würde, könnten mehr Aufgaben im Bereich Werkstatt und Unterhalt an lokale und geprüfte Unternehmen, also an die kosovarische Wirtschaft, übergeben werden. Dadurch könnte Personal eingespart werden. Generell sollten Mehrarbeiten, zum Beispiel im Unterhalt, der Instandhaltung sowie der Gastronomie, durch lokale Arbeiterinnen und Arbeiter getätigten werden können. Das wäre nicht nur günstiger, sondern würde der lokalen Bevölkerung auch einen Mehrwert bringen. Zudem könnten die Einheimischen auch von der Schweizer Arbeitsweise und Qualität lernen, was wiederum der Wirtschaft im Kosovo zugutekäme.

Auch bei den Transportleistungen macht die Swisscoy einen – wie immer – perfekten Job. Diese könnten eventuell vermehrt der Kfor zur Verfügung gestellt und entsprechend verrechnet werden. Hier könnte man mit mehr Effektivität, mehr Leistung und weniger Personalaufwand ebenfalls Kosten einsparen. Sollte dann Not am Mann sein, sollte sich die Lage verändern, hätte der Bundesrat mit Artikel 2 der Vorlage ja die Möglichkeit, fünfzig Leute für acht Monate zu rekrutieren. Damit hat der Bundesrat die notwendige Flexibilität, um auf ausserordentliche Situationen zu reagieren.

Es muss doch das Ziel sein, dass wir irgendwann unsere Truppen abziehen und der Kosovo alleine, selbstständig stabil bleibt – da sind wir uns doch einig. Irgendwann müssen wir uns zurückziehen. Dies ist aber nur möglich, wenn wir die lokale Wirtschaft mehr zum Laufen bringen und die Bevölkerung lernt, mehr und mehr Verantwortung zu übernehmen. Das könnten wir mit diesen Massnahmen, die ich Ihnen vorschlage, tun. Unterstützen wir die Bevölkerung also mit Aufträgen, sparen wir gleichzeitig Geld und Personal ein, und helfen wir ihr, die Wirtschaft zu stabilisieren. Die Schweiz soll ihre Spezialisten nach dem Grundsatz "Qualität vor Quantität" dort einsetzen, wo es nötig ist.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



In diesem Sinne bitte ich Sie, meine Minderheit zu unterstützen.

Jositsch Daniel (S, ZH): Was die Zielsetzung des Einsatzes betrifft, stimme ich Herrn Kollege Salzmann zu, nämlich, so lange im Kosovo anwesend zu bleiben, wie es notwendig ist. Die Idee ist, dass diese Frist so kurz wie möglich ist, denn die Anwesenheit unserer Truppen hängt von der Situation vor Ort ab. Wie Sie richtig gesagt haben – und ich bin deshalb froh, dass das Eintreten nicht bestritten war –, ist die Situation aktuell so, dass von einem sogenannten kalten Frieden gesprochen wird. Es ist zwar Frieden, aber Sie sehen – Sie haben es richtig geschildert; ich war auch dort und konnte mir ein Bild machen –, dass sich hier mehrere verfeindete Volksgruppen gegenüberstehen und die Situation jederzeit eskalieren kann. Wenn ich das vielleicht noch einschieben darf: Das Tragische an der Situation scheint mir zu sein, dass es nicht eine rein politische Verhärtung gibt, sondern diese Verhärtung durch die Bevölkerung hindurchgeht, dass Bevölkerungsgruppen also tief gespalten sind und der Friede deshalb sehr zerbrechlich ist. Es ist auch richtig – das haben Sie auch nicht infrage gestellt –, dass die Kfor-Truppe, und die Schweiz als Teil davon, den Frieden in einer massgeblichen Art und Weise zu gewährleisten vermag.

Diese Zielsetzung hängt nicht davon ab – da muss ich Ihnen widersprechen, Herr Kollege Salzmann –, ob es gelingt, die Wirtschaft des Kosovo zu stärken, sondern es geht vor allem darum, wie sich die politische Situation vor Ort entwickelt. Das können wir hier in diesem Raum leider nicht beeinflussen, das ist eine Frage, die, muss ich sagen, fast von geopolitischer oder mindestens europapolitischer Dimension ist. Da gehören Player wie Russland oder die Europäische Union mit an den Tisch. Ich hoffe – und wir alle hoffen –, dass möglichst rasch Bewegung in die Sache hineinkommt und es möglich wird, Frieden vor Ort zu schaffen. Solange dieser aber nicht geschaffen ist, bleibt die Situation fragil, und sie ist jetzt fragiler, als sie es vor ein, zwei, drei Jahren war. Das ist der Grund, warum wir, wenn wir den Einsatz planen, diesen auch richtig planen müssen. Da gibt es zwei Prinzipien, Herr Kollege Salzmann, die ich Ihnen als erfahrenem Militär nicht erklären muss. Das erste Prinzip: "If you do it, do it well", also wenn wir hier in den Einsatz gehen, dann machen wir es richtig, so, dass es funktioniert. Das zweite Prinzip: Die Leute, die vor Ort das Kommando haben, sind diejenigen, die wissen, was sie brauchen. Ich muss Ihnen sagen, ich war auch vor Ort, würde mir aber nicht anmassen oder mich nicht getrauen, hier hinzustehen und zu entscheiden, wer genau jetzt dort welche Aufgabe machen und mit wie vielen Leuten er in den Einsatz gehen muss.

Es braucht auch ein bisschen Vertrauen in unsere Leute. Wenn unsere Leute kommen und sagen, sie hätten über einige Phasen das Personal reduziert – das haben sie getan – und jetzt brauche es aufgrund dieser Situation wieder mehr Personal, dann glaube ich denjenigen, die vor Ort im Einsatz stehen und, Entschuldigung, besser als wir wissen, was und wie viele Personen sie brauchen. Von dem her müssen wir auch ein bisschen Vertrauen in die Zahlen und in die Umstände haben, wie sie uns geschildert werden. Sie haben in den vergangenen Jahren gesehen, dass der Bundesrat auch immer wieder bereit gewesen ist, die Truppengröße zu reduzieren, wenn dies möglich war; zum jetzigen Zeitpunkt ist es nicht möglich.

Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag der Mehrheit bzw. dem bundesrätlichen Entwurf zuzustimmen und die Truppen jetzt leicht zu vergrössern – selbstverständlich mit der Zielsetzung, die Sie geschildert haben, sie langfristig zu reduzieren und idealerweise sogar ganz zurückzuziehen, wenn es die Situation vor Ort zulässt.

Dittli Josef (RL, UR): Als ich damals vom Bundesratsentscheid hörte, wieder von 165 auf 195 Armeeangehörige aufzustocken, habe ich mir zuerst auch gedacht, dass man mir das noch erklären müsse. Ich muss Ihnen aber ehrlich sagen: Ich habe mich erst mit dieser Vorlage auch wieder mit der Situation im Kosovo auseinandergesetzt.

Wir – eine Delegation der SiK-S – waren vor drei, vier Jahren, vor dem letzten Entscheid, dort und haben uns ein Bild gemacht. Damals ging es darum, von 190 auf 165 zu reduzieren. Wir stellten schon damals fest, dass es im Süden eigentlich relativ gut aussah. Im Norden musste man hingegen einfach feststellen, dass die Befriedung nicht so eingekehrt war, wie man es gerne gehabt hätte. Vor diesem Hintergrund haben wir damals dieser Reduktion auf 165 zugestimmt.

Jetzt habe ich die Unterlagen studiert, mich damit auseinandergesetzt und festgestellt, dass die Situation – Herr Kollege Salzmann hat das auch aufgezeigt – im Norden nach wie vor nicht gut ist. Es ist sogar wieder schlimmer geworden. Eskalationen wurden häufiger, das Eskalationspotenzial hat zugenommen. Die Nato wollte bei ihrer Operation Kfor ja bis 2020 die Bestände um die Hälfte reduzieren. Davon hat sie aufgrund der Situation längst Abstand genommen. Vor diesem Hintergrund und angesichts der nun herrschenden Lage habe ich sehr wohl Verständnis dafür, dass die Schweiz bei der Swisscoy ihre Bestände nun, kongruent zum Verhalten der Kfor der Nato, wieder anpasst und dass sie dort, wo unsere Dienstleistungen erbracht werden können, die entsprechenden Mittel zur Verfügung stellt.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



In diesem Sinne ist für mich diese leichte Erhöhung auf 195 Armeeangehörige absolut in Ordnung. Ich möchte mir auch nicht anmassen zu beurteilen, ob es richtig ist, zehn oder fünfzehn Mechaniker auszulagern oder vom Süden in den Norden zu verlegen. Solche Fragen gehören zum operativen Geschäft und sind nicht Aufgabe des Parlamentes. In diesem Sinne bin auch ich der Meinung, dass die Kfor und die Schweizer Beteiligung daran nicht länger als unbedingt nötig und auch nicht mit mehr Mitteln als unbedingt nötig weitergeführt werden sollten. Das, was beantragt wird, entspricht aber der Situation.

Ich empfehle Ihnen hier ebenfalls, der Mehrheit zu folgen und dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.

Amherd Viola, Bundesrätin: Wir haben alle die gleiche Zielsetzung: Wir wollen, dass die Kfor den Kosovo verlassen kann und dass dieses Land so stabil ist, dass es sich selber verwalten kann, dass auch die Wirtschaft entsprechend gestützt wird, dass die Leute vor Ort eine Zukunftsperspektive haben und dort bleiben und leben können. Leider, es wurde

AB 2020 S 539 / BO 2020 E 539

auch von meinen Vorrednern gesagt, ist das im Moment noch nicht der Fall, die Präsenz der Kfor ist nach wie vor nötig.

Es geht dem Bundesrat nicht darum, dort so viele Leute wie möglich zu stationieren. Im Gegenteil, es geht dem Bundesrat darum, mit der Swisscoy einen Beitrag an die Stabilisierung dieses Landes zu leisten, das sich im Moment immer noch in einer schwierigen Lage befindet.

Die Aufstockung stützt sich auf die verschärzte Lage und die Lücken im Dispositiv der Kfor, die offenkundig zutage getreten sind. Die Schweiz wurde deshalb von der Kfor für zusätzliche Leistungen angefragt. Es sind Leistungen, die wir in der Vergangenheit bereits einmal erbracht hatten und die wir dann eingestellt haben, weil sie als nicht mehr notwendig erachtet wurden, und die jetzt wieder nötig werden. Das sind vor allem Genie-Leistungen, das heißt spezialisierte Leistungen zur Sicherstellung der Bewegungsfreiheit und zur Räumung von blockierten Strassen. Zusätzlich werden auch weitere Teams zur Beschaffung von Nachrichten benötigt. Die Beurteilung, wo welche Teams eingesetzt werden, ob diese Liaison- und Monitoring-Teams jetzt im Norden oder im Süden und in welcher Zahl eingesetzt werden, wird von der Kfor vorgenommen und nicht von uns hier in der Schweiz. Das können wir von hier aus nicht tun, da verlassen wir uns auf die Spezialisten vor Ort. Und diese fragen eben um mehr Leistungen der Schweiz an. Wir können mit dieser Unterstützung ganz klar einen Beitrag zur Stabilität und damit auch zur Entwicklung des Landes leisten.

Wir haben bis jetzt auch gezeigt, dass die Schweiz bezüglich der Anzahl an Armeeangehörigen, die in den Kosovo geschickt werden, flexibel ist. Wir hatten bereits einmal ein höheres Kontingent. Wir haben dieses dann zu einem Zeitpunkt, als die höhere Anzahl nicht mehr nötig war, reduziert. Jetzt hat sich die Lage wieder verschärft. Eine Erhöhung ist deshalb unabdingbar.

Wir werden uns auch in Zukunft daran halten, so wenige Armeeangehörige wie möglich, aber so viele wie nötig in den Kosovo zu schicken. Im Moment braucht es eine Erhöhung um diese 30 Personen. Deshalb bitte ich Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen und dieser Erhöhung hier zuzustimmen.

Ganz klar – ich sage das hier noch einmal – liegt das Bestreben des Bundesrates auch darin, diesen Einsatz nicht auf ewig garantieren zu müssen und das Land zu befähigen, das Heft wieder selber in die Hand zu nehmen.

Im Moment braucht es aber diese Leistungen, auch der Schweiz, und deshalb bitte ich Sie, dem Antrag der Mehrheit der Kommission und damit der Erhöhung um 30 auf 195 Armeeangehörige zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 29 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 9 Stimmen
(1 Enthaltung)

Art. 2–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Sommersession 2020 • Zehnte Sitzung • 16.06.20 • 08h15 • 19.082
Conseil des Etats • Session d'été 2020 • Dixième séance • 16.06.20 • 08h15 • 19.082



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 19.082/3537)
Für Annahme des Entwurfes ... 33 Stimmen
Dagegen ... 6 Stimmen
(2 Enthaltungen)